

# LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

ANGOLA



# LONDA

**Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique**

Publié par Paradigm Initiative  
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria  
Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative  
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

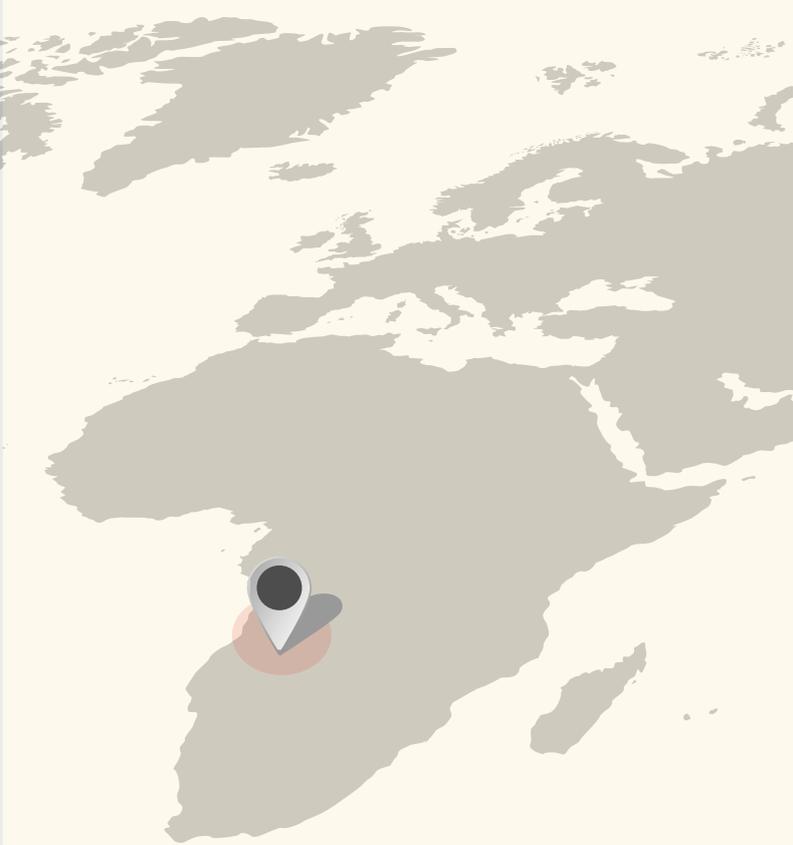
Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

# Angola



## ► Résumé exécutif

L'accès à l'internet en Angola reste très faible, mais il est en constante augmentation. Avec une population d'environ 30 millions d'habitants, plus de la moitié des Angolais n'ont pas accès à Internet. Si l'arrestation occasionnelle de manifestants qui ont commencé en ligne et sont descendus dans la rue a eu un impact négatif sur la croissance de l'activisme et de la mobilisation numériques dans le passé, l'utilisation des médias sociaux pour obtenir un soutien à diverses causes est devenue courante ces dernières années. La Constitution consacre la liberté d'expression et de la presse ainsi que le droit à la vie privée. Il existe des textes de loi qui réglementent l'utilisation et les services de l'internet, comme la loi de 2011 sur les communications électroniques et les services des sociétés d'information qui, par exemple, prévoit le droit à la vie privée et à la sécurité en ligne.

Ce rapport démontre que, bien que des progrès aient été enregistrés dans certains cas, un certain nombre de violations se produisent lors de l'utilisation de la technologie ou dans les espaces numériques facilités par l'internet, tels que les plateformes de médias sociaux. Les violations de la liberté d'expression en sont des exemples. Les journalistes et les militants font l'objet de procédures judiciaires en Angola et, au cours de la période considérée, des membres de la presse et de la société civile ont été inculpés pour diverses raisons. De manière générale, les droits d'association et de réunion font régulièrement l'objet d'interférences et sont sujets à des restrictions gouvernementales. Les citoyens et les associations qui critiquent le gouvernement n'exercent pas ces droits librement. De même, l'accès à l'internet est toujours d'un coût prohibitif pour la plupart des gens, en particulier dans les zones rurales. Un certain nombre de recommandations spécifiques aux parties prenantes sont proposées pour améliorer la protection et la promotion des droits numériques.



## Introduction

L'Angola est un pays lusophone d'Afrique australe dont la population est estimée à 31 millions d'habitants.<sup>1</sup> Il est classé 99th sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse 2022.<sup>2</sup>

Aussi, les reportages d'investigation sur des sujets impliquant la politique et le système judiciaire donnent souvent lieu à des poursuites et parfois à de lourdes peines. Malgré ce mauvais classement, aucun reporter/journaliste n'a été tué en 2022. Cependant, les journalistes Daniel Fernandes et Romão De Jesus, qui effectuaient un reportage sur la démolition de maisons à Luanda, ont perdu leur matériel après avoir été agressés par des militaires et des policiers pour leur reportage sur la démolition de maisons pour faire place à un nouvel aéroport dans la ville.<sup>3</sup> Suite à trois agressions contre des organisations de médias en Angola,<sup>4</sup> le Syndicat des journalistes angolais (SJA) a appelé à une manifestation contre les restrictions de la liberté de la presse en décembre 2022.<sup>5</sup>

Plus de la moitié de la population n'a pas accès à internet. Les données du rapport Digital 2022 indiquent qu'en janvier 2022, il y avait 12,41 millions d'utilisateurs d'internet. Au début de l'année 2022, le taux de pénétration d'internet était de 36,0 % de la population totale<sup>6</sup> L'analyse de Kepios indique que les utilisateurs d'internet ont augmenté de 389 mille (+3,2 pour cent) entre 2021 et 2022.<sup>7</sup> Il existe quatre entreprises de télécommunication mobile: Movicel, Unitel, Angola Telecom et Africell. Africell a commencé ses activités en avril 2022. L'Angola est classé 61/100 dans le rapport Freedom on the Net (2022).<sup>8</sup> L'Internet n'est encore accessible qu'à un petit nombre de personnes en Angola, comme le montre le graphique ci-dessous. Cela entrave en partie l'accessibilité à Internet et ne contribue pas à la jouissance des droits numériques.

---

<sup>1</sup> <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/angola/> (consulté le 30 décembre 2022). Depuis son indépendance en 1975, il est gouverné par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Le président actuel, João Lourenço, a été élu en août 2022, après plus de 30 ans de gouvernance par le précédent chef d'État, José Eduardo dos Santos, décédé en septembre 2022. Voir le président angolais Joao Lourenco gagne sa réélection <https://www.dw.com/en/angola-incumbent-president-joao-lourenco-wins-reelection/a-62963836> (consulté le 30 décembre 2022) & José Eduardo dos Santos : Funérailles nationales de l'ex-président angolais <https://www.bbc.com/news/world-africa-62705492> (consulté le 30 décembre 2022).

<sup>2</sup> Reporters sans frontières «La liberté de la presse reste fragile malgré le départ de l'ancien dictateur» <https://rsf.org/en/angola> (consulté le 31 décembre 2022).

<sup>3</sup> Journalistes angolais attaqués par les forces de sécurité <https://ifex.org/angolan-journalists-attacked-by-security-forces/> (consulté le 31 décembre 2022).

<sup>4</sup> Les journalistes marchent le 17 contre les attaques contre la classe <https://www.verangola.net/va/en/122022/Telecommunications/33603/Journalists-march-on-the-17th-against-attacks-on-the-class-after-a-new-assault-on-the-Union.html> (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>5</sup> <https://crisis24.garda.com/alerts/2022/12/angola-unionized-journalists-members-likely-to-protest-in-luanda-dec-17> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>6</sup> Hootsuite, Digital in Angola, Data Reportal, 2022 <https://datareportal.com/reports/digital-2022-angola> (consulté le 16 janvier 2022).

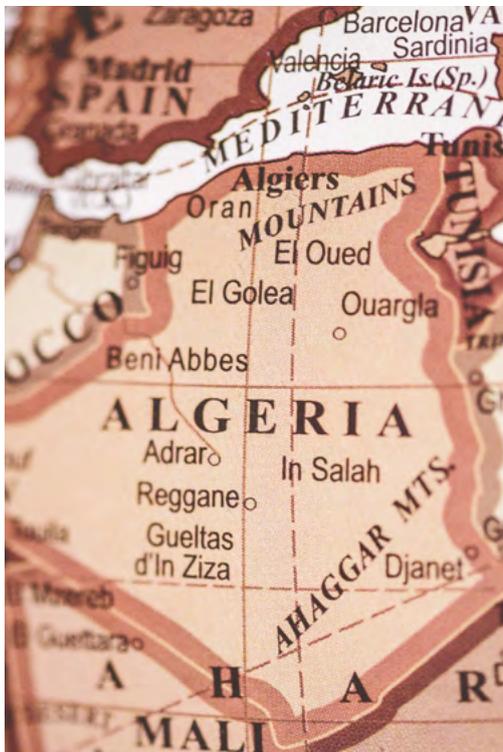
<sup>7</sup> Op cit., Hootsuite.

<sup>8</sup> Freedom House « Freedom on the Net 2022 : Angola » <https://freedomhouse.org/country/angola/freedom-net/2021> (consulté le 28 décembre 2022).



Figure 1 : Le numérique en Angola (Hootsuite, 2022)

## Analyse par pays



### LIBERTÉ DE L'INTERNET

Selon Freedom House, la liberté d'Internet en Angola reste menacée alors que le pays se prépare aux élections générales d'août 2022<sup>9</sup>. Les problèmes de réseau rendent difficile l'accès des utilisateurs à l'internet sans interruption, ainsi que les déficits d'infrastructure dans les zones rurales. Le coût de l'accès à Internet reste prohibitif pour de nombreuses personnes (36% seulement y ont accès)<sup>10</sup>, notamment dans les zones rurales. Le gouvernement et certaines entreprises privées ont fait des efforts pour installer des points d'accès sans fil gratuits. Par exemple, Angola Online, un projet promu par le gouvernement, a installé plusieurs postes sans fil visant à étendre la disponibilité et l'accessibilité d'Internet. À Luanda et dans d'autres villes, des entreprises privées ont progressivement installé des postes sans fil gratuits dans les espaces publics.<sup>11</sup>

Il n'y a eu aucune restriction de connectivité sur les réseaux de téléphonie fixe et mobile au cours de la période considérée. Les médias sociaux et les applications de communication tels que YouTube, Facebook et Twitter, ainsi que les services des plateformes internationales d'hébergement de blogs, peuvent être utilisés librement.

<sup>9</sup> Op cit. (Freedom House 2022)

<sup>10</sup> Voir la figure 1.

<sup>11</sup> Angola Online <https://www.menosfios.com/projecto-angola-online-com-30-mil-conexoes-no-pais/> (consulté le 28 décembre 2022).

Cependant, le contrôle indirect de l'infrastructure des télécommunications par le gouvernement angolais,

par le biais de l'entreprise publique Angola Telecom, peut-être une alternative pour le gouvernement afin de maintenir son contrôle sur les entreprises de communication mobile.<sup>12</sup>

Bien que le gouvernement ne bloque ni ne censure les contenus en ligne, la violence à l'encontre des militants et des journalistes contribue à l'autocensure et cela crée un climat de peur qui limite le débat public sur les questions de gouvernance. Au cours de la période considérée, des atteintes à la liberté d'expression et d'autres violations d'Internet ont été constatées. Par exemple, le 7 novembre 2022, des rapports ont indiqué qu'une personne avait été arrêtée et que deux autres avaient été confirmées comme recherchées par la police, en relation avec une vidéo en ligne qui critiquait le président João Lourenço.<sup>13</sup> Il a été révélé que les individus en question sont employés par une entreprise de construction du nouvel aéroport international Agostinho Neto à Luanda.<sup>14</sup> Dans la vidéo publiée sur Facebook et partagée sur WhatsApp, le trio reproche au président de donner la priorité à la construction de l'aéroport alors que de nombreuses personnes se vautrent dans la pauvreté. Ils ont également affirmé que les ouvriers du bâtiment gagnaient plus que les enseignants.<sup>15</sup>

Le Service d'enquête criminelle (SIC) a confirmé que la vidéo était offensante pour l'État et que les médias sociaux devaient être utilisés à des fins positives, bien que les charges exactes retenues contre les trois personnes ne soient pas claires.<sup>16</sup> Cette évolution illustre la tolérance limitée à l'égard des critiques du gouvernement et la volonté de l'État d'engager des poursuites judiciaires contre les personnes ayant des opinions dissidentes, qu'elles soient exprimées en ligne ou dans des espaces physiques. L'explication juridique permettant de prendre ces mesures n'est pas claire, même si les lois sur la sécurité de l'État et la diffamation sont contraires aux garanties constitutionnelles.

Par exemple, l'article 26 de la loi sur la sécurité de l'État de 2010 punit d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans les personnes qui insultent le pays ou le président lors de «séances publiques ou par la diffusion de mots, d'images, de textes ou de sons».

De même, elle est contraire aux normes

internationales, puisque la déclaration de 2019 de la CADHP (partie IV, principe 38) stipule que «les États ne doivent pas porter atteinte au droit des individus de chercher, de recevoir et de répandre des informations par quelque moyen de communication que ce soit et par les technologies numériques, par des mesures telles que la suppression, le blocage ou le filtrage de contenus, à moins que cette ingérence ne soit justifiable et compatible avec le droit et les normes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

## GOVERNANCE DES DONNÉES

La loi sur les communications électroniques et les services des sociétés d'information de 2011 prévoit les droits des citoyens à la vie privée et à la sécurité en ligne, parmi d'autres lois réglementant l'utilisation et les services de l'internet. En ce qui concerne la protection des données, une structure juridique double distinctive pour la protection des données est utilisée en Angola. Le décret présidentiel 214/2016<sup>17</sup> établit effectivement le bureau de l'Agence de protection des données (APD) pour assurer le respect de la loi sur la protection des données, malgré les dispositions procédurales étendues de la loi sur la protection des données personnelles<sup>18</sup> pour le respect des principes de protection des données et l'application des droits.

La loi sur la protection des données régit le traitement des données personnelles par les entités publiques et privées.<sup>19</sup> Elle s'applique au traitement manuel et électronique des données personnelles par des contrôleurs et des processeurs basés dans le pays ou aux activités de traitement par tout moyen dans le pays, indépendamment de la localisation des contrôleurs. La loi ne s'applique essentiellement qu'aux traitements effectués dans le pays. L'APD angolaise, connue sous le nom d'Agência de Protecção de Dados (APD),<sup>20</sup> a été fondée le 10 octobre 2016, cinq ans après l'adoption de la loi sur la protection des données du pays. Depuis la création de l'APD en 2019, elle a reçu plus de 100 demandes et plaintes pour atteinte à la vie privée liées à des sites sans avis de confidentialité, au traitement des données personnelles sans consentement et à l'absence de légalisation des fichiers de données personnelles. Cependant, en 2022, il n'existe aucun rapport vérifiable indiquant que ces enquêtes ont abouti à une sanction ou à une exonération.

<sup>17</sup> Décret présidentiel 214/16 du 10 octobre - Statut organique de la DPA [https://www.apd.ao/fotos/frontend\\_1/editor2/161010\\_dp\\_214-16\\_de\\_10\\_outubro-estatuto\\_organico\\_apd.pdf](https://www.apd.ao/fotos/frontend_1/editor2/161010_dp_214-16_de_10_outubro-estatuto_organico_apd.pdf) (consulté le 18 janvier 2022).

<sup>18</sup> Décret sur la protection des données 214/2016 [https://www.apd.ao/fotos/frontend\\_1/editor2/110617\\_lei\\_22-11\\_de\\_17\\_junho-protecao-dados\\_pessoais.pdf](https://www.apd.ao/fotos/frontend_1/editor2/110617_lei_22-11_de_17_junho-protecao-dados_pessoais.pdf) (consulté le 18 janvier 2022).

<sup>19</sup> Initiative Paradigm : Autorités de protection des données en Afrique <https://paradigmhq.org/report/data-protection-authorities-in-africa-dpas-report/> (consulté le 17 janvier 2023).

<sup>20</sup> Agência de Protecção de Dados (APD) <https://www.apd.ao/> (consulté le 17 janvier 2023).

En janvier 2020, l'agence a annoncé qu'elle disposait d'un plan stratégique pour les années 2020 à 2024.<sup>21</sup> Cependant, on sait peu de choses sur sa mise en œuvre, car il n'a pas été mis à la disposition du public. En 2022, le travail consistait à suivre certaines plaintes, mais le manque d'informations rend difficile la compréhension de l'issue des affaires. En juin 2022, l'APD est devenue, avec cinq autres autorités de cinq pays du continent, membre du Réseau africain des autorités de protection des données personnelles (RAPDP).<sup>22</sup> C'est l'une des rares actions publiques qui peuvent être soulignées en 2022. En décembre 2022, l'APD a annoncé qu'il existe une proposition de révision de la loi sur la protection des données personnelles en 2023, car la législation actuelle est dépassée dans sa capacité à protéger les données.<sup>23</sup> Cependant, l'APD n'a pas précisé quelles dispositions devaient être modifiées dans la loi actuelle.

L'Angola ne dispose pas d'un mécanisme consolidé d'identité numérique (ID). Toutefois, la Direction nationale des archives d'identification civile et pénale angolaises fournit des cartes d'identité informatisées. La carte d'identité informatisée est délivrée dans les 72 heures après paiement de 15 kwanzas (0,030 USD). Ce service est fourni par le système gouvernemental électronique (portail officiel du gouvernement) appelé «sete.gov.ao».<sup>24</sup> On ignore dans quelle mesure cette identification numérique respecte les exigences légales en matière de sécurité et de confidentialité des données qu'elle collecte ou conserve en termes de protection des données, car la plateforme est muette à ce sujet.

## CYBERSÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

Un autre sujet important pour ce rapport est la cybersécurité et les données personnelles. Bien que le gouvernement n'ait pas encore adopté de stratégie en matière de cybercriminalité, un nouveau code pénal a été approuvé par l'Assemblée nationale. Il comprend quelques dispositions sur la cybercriminalité. En ce qui concerne la protection des infrastructures critiques, la loi n° 7/2017 prévoit la protection des réseaux et des systèmes

informatiques. L'article 444 stipule que « si l'accès est obtenu par violation des règles de sécurité ou à un service protégé, la peine est un emprisonnement de deux à huit ans ».<sup>25</sup>

Le gouvernement a sensibilisé l'opinion publique à la nécessité d'accorder une attention particulière à la vie privée et à la sécurité des personnes en ligne. Par exemple, le 28 avril 2022, le secrétaire d'État aux télécommunications et aux technologies de l'information, Mário Oliveira, a annoncé à l'adresse<sup>26</sup> le travail du gouvernement pour promouvoir une utilisation responsable d'Internet, en mettant l'accent sur la protection des femmes et des filles en ligne. Toutefois, la signification de l'expression « utilisation responsable de l'internet » n'a pas été expliquée de manière adéquate par l'exécutif. Lors des célébrations de la « Journée des filles dans les TIC 2022 », le secrétaire d'État a également souligné l'importance pour les jeunes d'utiliser l'internet dans leur vie personnelle et professionnelle.<sup>27</sup> Il a également souligné la nécessité de s'abstenir de partager des informations personnelles et autres qui pourraient porter atteinte à la dignité humaine.

La loi criminalise également les délits informatiques, par exemple l'accès illégitime aux systèmes d'information. Il semble y avoir une augmentation des attaques cybercriminelles en Angola.<sup>28</sup> Cette information a été révélée lors d'un atelier promu par le ministère des Télécommunications, des Technologies de l'information et des Médias (MINTTICS) pour discuter des questions liées à l'information et à la cybersécurité. Le directeur du ministère, Hectiandro Men, a également souligné que l'Angola ne peut ignorer des menaces telles que la pornographie enfantine en ligne et le trafic de drogue sur les réseaux de médias sociaux.<sup>29</sup> En réponse à ces crimes, le gouvernement a introduit des initiatives législatives telles que la protection des données personnelles, des communications électroniques et des services de la société de l'information et la loi sur la propriété industrielle et les droits d'auteur, afin de protéger les citoyens.

En outre, Angola Cables<sup>30</sup> a mis en place un nouvel outil pour prévenir et lutter contre les crimes sur

<sup>26</sup> MINTTICS apoia envolvimento de meninas as TIC <https://minttics.gov.ao/ao/noticias/minttics-apoia-envolvimento-de-meninas-as-tic/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>27</sup> Op cit. Apoia MINTTICS.

<sup>28</sup> MINTTICS réalise la palestra sobre crimes na internet et segurança da informação <https://minttics.gov.ao/ao/noticias/minttics-realiza-palestra-sobre-crimes-na-internet-e-seguranca-da-informacao/> (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>29</sup> Crimes informáticos estão a aumentar anualmente em Angola <https://pti.ao/crimes-informaticos-estao-a-aumentar-anualmente-em-angola/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>30</sup> Angola Cables est une société multinationale opérant sur le marché mondial des TIC, fournissant des solutions de connectivité sur mesure pour les segments de gros et d'entreprise.

<sup>31</sup> Angola Cables desenvolve solução para mitigar ataques cibernéticos <https://pti.ao/angola-cables-desenvolve-solucao-para-mitigar-ataques-ciberneticos/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>32</sup> Op cit. (Câbles Angola).



Internet.<sup>31</sup> L'initiative s'appelle «Shields2Africa» - un service de sécurité qui protège les structures contre les cyber-attaques. Selon le chef de produit d'Angola Cables, Crisóstomo Mbundu,<sup>32</sup> cette innovation est destinée à révolutionner

le secteur technologique en Angola, car elle protège les infrastructures contre les cyber-attaques de type DDoS<sup>33</sup> sur les couches 3 et 4 du modèle OSI,<sup>34</sup> un modèle de référence pour l'échange d'informations au niveau d'Internet. Angola Cables a également présenté un autre service, «Clouds2Africa», une solution de cloud computing qui vise à promouvoir les petites idées technologiques à des coûts réduits. L'initiative vise à mettre à l'échelle des solutions technologiques robustes pour connecter les entreprises. L'objectif est de réduire les coûts et d'accroître l'adoption de solutions technologiques par le biais d'Internet.<sup>35</sup>

Le 14 novembre 2022, le président João Lourenço a inauguré<sup>36</sup> le premier parc technologique Huawei

en Angola. Il est situé dans le district urbain de Talatona et est le troisième en Afrique, après l'Égypte et l'Afrique du Sud. Selon<sup>37</sup> le ministre des Télécommunications, des Technologies de l'information et des Médias, Mário Oliveira, le parc technologique Huawei est équipé des dernières technologies, conformément aux normes internationales en matière de confidentialité des données et d'intelligence artificielle. Le ministre a également indiqué à l'adresse<sup>38</sup> que l'installation servira à former des Angolais et du personnel d'autres pays africains, en particulier de ceux de la région SADC, compte tenu de son potentiel technologique. L'objectif est de former plus de 10 000 Angolais, ainsi que des professeurs de cours techniques et technologiques dans les universités angolaises d'ici 2027. Le parc constitue une avancée significative dans la dynamisation du secteur technologique en Angola.

## RÉVISION DU FONDS POUR LE SERVICE UNIVERSEL

Actuellement, l'Angola ne dispose pas du Fonds d'accès universel (FAU). Certaines initiatives, comme Angola Online<sup>39</sup>, qui visent à promouvoir la numérisation et la massification de l'accès à Internet, sont menées par le gouvernement et des partenaires de coopération.

Le projet est une initiative de l'Institut national pour la promotion de la société de l'information (INFOSI) approuvée par le ministère des télécommunications et des technologies de l'information. Chaque point d'accès, où se trouvent les établissements d'enseignement, a la capacité de supporter 60 utilisateurs simultanés jusqu'à deux heures par jour. Une fois ce temps écoulé, l'utilisateur n'a plus accès pour permettre à d'autres d'entrer dans le réseau. Bien qu'il soit considéré comme un projet intéressant, la limitation du temps d'accès et la restriction aux principaux centres urbains compromettent un accès significatif à l'Internet pour de nombreux Angolais. Plusieurs critiques ont été formulées concernant la mauvaise qualité du signal, ainsi que la désactivation des points d'accès dans les centres urbains et les coupures de courant dans les lieux où se trouvent les points d'accès.<sup>40</sup>

<sup>33</sup> Cela se produit lorsqu'un groupe de systèmes inonde un serveur de trafic frauduleux. Finalement, le serveur est débordé, ce qui le fait tomber en panne ou ne plus répondre, même aux demandes légitimes.

<sup>34</sup> Il décrit sept couches que les systèmes informatiques utilisent pour communiquer sur un réseau. C'était le premier modèle standard pour les communications réseau, adopté par toutes les grandes entreprises informatiques et de télécommunications au début des années 1980.

<sup>35</sup> Angola Cables sur Facebook [https://web.facebook.com/AngolaCables/posts/5367723523265342/?\\_rdc=1&\\_rdr](https://web.facebook.com/AngolaCables/posts/5367723523265342/?_rdc=1&_rdr) (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>36</sup> Presidente da República inaugura Parque Tecnológico da Huawei <https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/presidente-da-republica-inaugura-parque-tecnologico-da-huawei/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>37</sup> Parque Tecnológico da Huawei vai formar com qualidade de padrão internacional <https://www.jornaldeangola.ao/ao/noticias/parque-tecnologico-da-huawei-vai-formar-com-qualidade-de-padrao-internacional/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>38</sup> Parque Tecnológico da Huawei em Angola vai formar com qualidade de padrão internacional <https://www.plataformamedia.com/2022/11/14/parque-tecnologico-da-huawei-em-angola-vai-formar-com-qualidade-de-padrao-internacional/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>39</sup> Angola Online <https://www.menosfios.com/projecto-angola-online-com-30-mil-conexoes-no-pais/> (consulté le 27 décembre 2022).

Bien qu'il n'existe pas de Fonds d'Accès Universel dans le pays, il est important de souligner que le 10 août 2022, la presse locale a rapporté <sup>41</sup> que la capitale de l'Angola aura le premier Centre des Sciences de Luanda (CCL). Il s'agit d'une institution publique dont la mission <sup>42</sup> est de diffuser les connaissances scientifiques et technologiques dans le pays. Lors de la visite du siège, le président João Lourenço a été informé de l'avancement de l'institution et du début des opérations qui est prévu pour juillet 2023. Le centre disposera d'une autonomie administrative et financière et pourra contribuer à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et des questions de santé en Angola.

Selon<sup>43</sup> la ministre de l'enseignement supérieur, de la science, de la technologie et de l'innovation, Maria do Rosário Bragança, le CCL est le premier réseau de centres scientifiques et technologiques qui sera construit dans le pays pour accroître la culture numérique en Angola. Il s'agit d'un effort passionnant qui devrait compléter idéalement USF, car il est mené par le secteur privé et peut inspirer d'autres entreprises de télécommunications à être aussi proactives dans la promotion de l'utilisation des TIC et de l'accès à Internet

## ÉVOLUTION DES TIC ET DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

L'Angolan'apas de politique en matière d'intelligence artificielle (IA). De manière générale, il n'y a pas de débat public sur les technologies émergentes. En 2022, un satellite qui devrait permettre au pays d'entrer dans la nouvelle sphère de recherche et de développement des technologies émergentes a été lancé.<sup>44</sup> En février 2022, l'ancien ministre des Télécommunications, des Technologies de l'information et des Médias, Manuel Homem, s'est rendu aux Émirats arabes unis (EAU) pour discuter de la proposition du programme de transformation numérique (Digital Angola 2024).<sup>45</sup> Il s'agit d'un programme pour la révolution numérique dans le pays, notamment pour la mise en œuvre d'un plan d'IA. Cependant, un tel plan n'a jamais été mis à disposition pour une discussion publique, et n'a été connu que par l'interview donnée par le ministre en 2022. En outre, il est important de noter que de nouvelles entreprises comme Africell ont choisi l'Angola comme leur marché de prédilection pour

les télécommunications, étant donné qu'il n'y a que deux entreprises de téléphonie mobile et qu'il semble être un marché apparemment libre et ouvert à la concurrence.

Autre fait marquant, le 7 avril 2022, Africell a lancé<sup>46</sup> ses opérations en Angola. Depuis lors, Africell a investi<sup>47</sup> plus de 150 millions de dollars sur le marché des télécommunications pour construire un réseau de haute qualité compatible avec la 5G,



avec une capacité initiale de plus de 6 millions d'abonnés. La société de télécommunications a fait appel à l'expertise de fournisseurs de technologies internationaux et locaux tels que Nokia, Oracle, MSTelcom et Angola Cables. Elle a également mis en place un centre de données dans la capitale Luanda.<sup>48</sup> Africell sera le premier fournisseur de services à capitaux entièrement étrangers - et le quatrième au total - à opérer en Angola. L'arrivée de l'entreprise devrait améliorer la compétitivité de<sup>49</sup>, et éventuellement les prix sur le marché local (qui est dominé par l'entreprise publique UNITEL).

Le 28 avril 2022, la Direction Nationale de la Publicité (DNP) a annoncé<sup>50</sup> son intention de créer des bureaux Meta<sup>51</sup> en Angola, afin d'attirer l'entrepreneuriat numérique dans le pays. Cette révélation a été faite par José Matuta Cuato, directeur de la DNP, qui s'exprimait lors de la

<sup>40</sup> Projecto Angola Online quase sempre em offline <https://valoreconomico.co.ao/artigo/projecto-angola-online-quase-sempre-em-offline> (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>41</sup> Luanda contará com um centro dedicado à ciência e tecnologia a partir de 2023 <https://pti.ao/luanda-contara-com-um-centro-dedicado-a-ciencia-e-tecnologia-a-partir-de-2023/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>42</sup> Centro de Ciências pode entrar em funcionamento em Julho de 2023 <https://www.tpa.ao/ao/noticias/centro-de-ciencias-pode-entrar-em-funcionamento-em-julho-de-2023/> (consulté le 28 décembre 2022).

<sup>43</sup> Op cit. Luanda contará.

Conférence nationale sur l'éthique et la législation publicitaire, organisée<sup>52</sup> par le ministère des Télécommunications, des Technologies de l'information et des Médias, en collaboration avec la Direction nationale de la publicité (DNP).

Faisant référence à la difficulté que rencontrent les entrepreneurs numériques dans le scénario publicitaire actuel en Angola, José Matuta Cuato a révélé que des travaux sont en cours pour amener des plateformes telles que Facebook dans le pays, bien qu'ils soient dans leur phase initiale.

Il a déclaré :

*Il est dans une phase embryonnaire, mais nous travaillons pour amener Facebook ici. Nous savons ce que vivent les entreprises d'aujourd'hui dans l'espace numérique. Par exemple, si nous avons ces plateformes en Angola, les gens pourront payer en Kwanzas, la monnaie locale.<sup>53</sup>*

L'Angola pourrait devenir le premier pays lusophone d'Afrique à disposer de bureaux Meta, ce qui permettra d'étendre la présence de contenus en portugais à d'autres pays de la région.

Le 18 mai 2022, Angola Cables a annoncé<sup>54</sup> un partenariat avec le principal propriétaire et développeur américain de centres de données Flexential, devenant ainsi le premier opérateur au monde à garantir la connectivité de 59 centres de données de différents fournisseurs mondiaux sur son réseau de câbles sous-marins. Avec l'accès au câble MONET d'Angola Câbles, hébergé dans le centre de données de Flexential à Fort Lauderdale, aux États-Unis, ce partenariat offrira aux clients de la société angolaise une faible latence, une connectivité haute capacité et des solutions cloud dans les 40 centres de données hautement redondants, 7 nœuds cloud et la gestion de plus de 13 000 connexions croisées que le réseau de Flexential offre aux États-Unis.

Ângelo Gama, PDG d'Angola Cables, a fait remarquer à l'adresse<sup>55</sup> que la nouvelle connectivité à haute capacité est la plus adaptée en termes de coût et d'efficacité pour servir les multiples industries qui relient l'Afrique aux États-Unis, comme le secteur

pétrolier, le commerce électronique, la recherche scientifique et universitaire, parmi beaucoup d'autres.

Il est également important de souligner que le 27 mai 2022, Unitel et Huawei ont signé<sup>56</sup> un accord de trois ans visant à jeter des bases solides pour une coopération à long terme dans le futur. L'accord-cadre consiste en une gamme complète de services, notamment des solutions de réseau d'accès radio (RAN), de transmission et de services innovants tels que le service à domicile et l'argent mobile. En réaction, Miguel Geraldès, PDG d'Unitel, a déclaré que Huawei et Unitel ont maintenu un partenariat de confiance à long terme, et qu'à mesure que la numérisation se poursuit, ce partenariat permettra à Unitel d'améliorer l'expérience des utilisateurs et l'efficacité de l'exploitation et de la maintenance.

Le 30 juillet 2022, le ministère de l'éducation et la société de télécommunications UNITEL ont lancé une initiative visant à promouvoir l'alphabétisation numérique en Angola. L'initiative entend fournir aux établissements d'enseignement public un accès gratuit à Internet, couvrant et favorisant l'éducation numérique des enseignants et des élèves dans les classes d'initiation. Le plan a été signé par le directeur national de l'enseignement secondaire, Orlando Lundoloqui, et par le directeur général d'Unitel, Miguel Geraldès, et il est prévu de commencer en 2024. Pour son opérationnalisation, le projet impliquera également Huawei Angola, qui fournira des équipements et des solutions technologiques tels que des ordinateurs et des projecteurs, tandis qu'UNITEL entend promouvoir l'accès à Internet et la connectivité dans les écoles. S'exprimant lors de la cérémonie de signature du protocole, Luísa Grilo, du ministère de l'éducation, a déclaré que les technologies sont des ressources fondamentales pour l'éducation.

À cette occasion, Miguel Geraldès, représentant d'UNITEL, a souligné la nécessité de renouveler l'enseignement pour faire face au rythme accéléré des innovations technologiques, rendre l'enseignement plus créatif, stimuler l'intérêt pour l'apprentissage et placer l'école sur une plateforme permettant de répondre aux défis éducatifs nécessaires aux générations futures. Il s'agit

<sup>44</sup> L'Angola lance son deuxième satellite, Angosat-2 <https://africanews.space/angola-launches-its-second-satellite-angosat-2-today/> (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>45</sup> Angola prétend créer une plateforme de IA <https://pti.ao/angola-pretende-criar-uma-plataforma-de-inteligencia-artificial-para-acelerar-a-transformacao-digital/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>46</sup> Africell sera lancé le 7 avril <https://www.telecompaper.com/news/africell-angola-to-launch-on-07-april-1419969> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>47</sup> Africell a démarré officiellement ses activités commerciales en Angola <https://www.agenceecofin.com/operateur/0704-96485-africell-a-demarre-officiellement-ses-activites-commerciales-en-angola> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>48</sup> Africell lance des services mobiles en Angola <https://www.totaltele.com/513006/Africell-launches-mobile-services-in-Angola> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>49</sup> Africell devient le quatrième opérateur d'Angola <https://www.insidetelecom.com/africell-becomes-angolas-fourth-operator/> (consulté le 29 décembre 2022).

d'une initiative à prendre en considération car elle favorise l'alphabétisation numérique et peut permettre à davantage d'Angolais d'avoir accès à l'internet. Ce nouvel accord intervient à un moment où le gouvernement a mis en œuvre de nouvelles initiatives pour promouvoir la connectivité numérique dans le pays.

Le 30 novembre 2022, l'opérateur public de télécommunications, Unitel, a annoncé à l'adresse<sup>57</sup> son intention de supprimer progressivement les téléphones mobiles des réseaux 2G et 3G dans le pays. Selon Unitel, la discontinuité de ces appareils devrait accélérer le développement et l'expansion des réseaux 4G et 5G, plus avancés. Unitel a reconnu sur<sup>58</sup> que les appareils des réseaux 4G et 5G sont plus chers et a suggéré sur<sup>59</sup> un éventuel système de subvention ou d'exonération fiscale pour réduire le coût et garantir l'accès des consommateurs. Unitel domine actuellement le marché angolais des télécommunications avec 11 millions d'abonnés, suivi d'Africell avec 5 millions, et de Movicell avec 1,5 million.

La stratégie envisagée par Unitel est prudente étant donné que la demande de réseaux plus avancés est actuellement supprimée en raison de la forte utilisation de téléphones mobiles d'ancienne génération (ancrée par leur prix et leur disponibilité plus faibles), ce qui a entravé l'expansion de la 4G et de la 5G dans le pays. Cependant, le succès d'Unitel dans son entreprise vantée dépendra de sa capacité à réduire suffisamment les coûts des appareils de nouvelle génération, ainsi qu'à s'assurer l'adhésion d'Africell et de Movicell. La transition technologique est considérée comme un avantage qui pourrait profiter à un plus grand nombre d'Angolais. Toutefois, elle doit se faire par étapes afin de ne pas créer une fracture numérique ou un accès inégal en Angola.

<sup>55</sup> Op cit, Angola Cables firma.

<sup>56</sup> Unitel e Huawei assinaram acordo quadro para fortalecer parceria <https://pti.ao/huawei-e-unitel-assinam-acordo-quadro-para-fortalecer-parceria/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>57</sup> Direcção nacional de publicidade quer trazer Meta ao país <https://pti.ao/direccao-nacional-da-publicidade-quer-trazer-escriptorios-da-meta-para-o-pais/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>58</sup> La société mère de Facebook, Instagram et WhatsApp.

<sup>59</sup> MINTTICS realiza evento nacional sobre ética e legislação publicitaria <https://minttics.gov.ao/ao/noticias/minttics-realiza-2-conferencia-nacional-sobre-etica-e-legislacao-publicitaria/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>60</sup> Op cit, Direcção nacional de publicidade.

<sup>61</sup> Angola Cables firma parceria com maior operador de data center dos EUA <https://pti.ao/angola-cables-firma-parceria-com-o-maior-operador-de-data-center-dos-eua-e-passa-conectar-59-data-centers-mundiais/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>62</sup> Unitel e Africell divergem sobre eliminação da rede 2G <https://www.angop.ao/noticias/economia/unitel-e-africell-divergem-sobre-eliminacao-da-rede-2g/> (consulté le 29 décembre 2022).

<sup>63</sup> Unitel defende descontinuidade de telefones 2G para «acelerar» inclusão digital em Angola <https://www.lusa.pt/article/39927781> (consulté le 27 décembre 2022).

<sup>64</sup> Op cit.

# Conclusion et Recommandations

En conclusion, ce rapport a montré qu'il existe encore des violations occasionnelles de la liberté d'expression sur Internet. En outre, de nombreuses personnes n'ont toujours pas les moyens d'accéder à l'Internet, notamment dans les zones rurales. En Angola, de nombreuses poursuites ont été engagées contre la presse et la société civile au cours de la période examinée dans cette recherche. Les journalistes et les activistes sont susceptibles d'être poursuivis en justice. Bien qu'il n'y ait pas de cas connu de coupures d'Internet ou de restrictions d'accès, de nombreux Angolais trouvent les règles régissant le secteur des TIC contraignantes en raison de leur langage ambigu concernant l'exercice des droits numériques. La liberté de la presse a tendance à se détériorer, d'autant plus que les entreprises de médias privées et publiques sont dominées par le parti au pouvoir, le MPLA.

GOUVERNEMENT	ACADEMIA	SOCIÉTÉ CIVILE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comme il existe une confusion quant à l'utilisation des médias numériques pour encourager les actes de diffamation ou de critique publique, la législation qui vise les institutions publiques et politiques, telles que le Président de la République, devrait être clarifiée.</li> <li>• Pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'avoir réellement accès à un internet de haute qualité en dehors des zones urbaines, le gouvernement devrait élargir ses plans de gouvernance à travers «Angola Online», et s'assurer que ce programme dispose d'une meilleure qualité de signal.</li> <li>• Pour éviter toute influence gouvernementale, il est nécessaire de spécifier explicitement les normes qui ont été utilisées pour la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer à l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation à la culture numérique et à la promotion des meilleures pratiques en matière d'utilisation des technologies émergentes dans les communautés locales et les écoles.</li> <li>• Afin de mieux éclairer les choix relatifs à l'adoption de stratégies et de bonnes pratiques en matière de TIC, il est nécessaire d'effectuer des recherches précises sur les tendances et l'évolution de l'utilisation des outils numériques en Angola.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des efforts locaux pour encourager l'activisme et les mouvements de citoyenneté en utilisant les réseaux de médias sociaux, en particulier dans les zones rurales, et prendre des mesures pour signaler les violations des droits numériques.</li> <li>• Afin de prévenir les cas de cybercriminalité et d'autres infractions dans la sphère numérique, créez un mouvement national qui encourage la culture numérique et aide les Angolais à adopter des politiques favorisant une utilisation responsable de la technologie.</li> </ul>

<b>GOUVERNEMENT</b>	<b>ACADEMIA</b>	<b>SOCIÉTÉ CIVILE</b>
participation privée et publique aux entreprises de communication mobile en Angola.		



[www.paradigmhqhq.org](http://www.paradigmhqhq.org)

Droits d'auteur © 2023